



Le Maréchal Foch en 1918 Commandement interallié et art opératif

cahier de la pensée mili-Terre n°50

Colonel (r) Claude FRANC

publié le 04/04/2018

Histoire & stratégie

Le Lieutenant-colonel (H) Claude Franc nous montre les conditions effectives de l'exercice du commandement interallié exercé par le Maréchal Foch.

Sachant qu'il n'obtiendrait aucun résultat par une forme directive de commandement, Foch a toujours agi en souplesse. On lui prête d'ailleurs l'aphorisme, en fait de Sarraïl à Salonique, selon lequel «il admirait beaucoup moins Napoléon depuis qu'il avait commandé une coalition».

C'est ainsi que Foch, en tant que commandant suprême interallié en 1918, a toujours prôné la persuasion comme méthode unique de commandement, ce qui, il est vrai, cadrait difficilement avec son caractère!

Si tout le monde garde en mémoire la décision prise à Doullens par les gouvernements français et britannique de confier à Foch la «coordination» des armées alliées alors en pleine déroute face à l'offensive allemande, coordination rapidement transformée en commandement interallié effectif, les conditions effectives de l'exercice de son commandement, conditions tant pratiques qu'opérationnelles, sont moins connues. C'est à répondre à cette question que vise cet article.

Foch commandant en chef interallié

Tout d'abord, quel était son état-major? Organisé ex nihilo, puisque n'existant pas précédemment, l'état-major interallié de Foch a été mis sur pied à partir de celui du chef d'état-major de l'armée (français), poste qui était le sien précédemment. Il s'agissait donc d'un état-major exclusivement français, sous les ordres du Général Weygand,

fonctionnant selon les procédures françaises alors en vigueur. Les armées alliées, en fait essentiellement britannique et américaine, y détachaient des officiers de liaison d'un grade subalterne. Il ne s'agissait en aucun cas d'un état-major «combiné» au sens multinational que nous connaissons actuellement, les forces n'étant pas intégrées au sens «joint» du terme. Foch ne commandait pas, comme Eisenhower vingt-cinq ans plus tard, des groupes d'armées mis à sa disposition par les gouvernements de la coalition, mais des armées nationales, commandées par un commandant en chef national, très directement subordonné à sa chaîne de commandement nationale. Comparaison n'est pas raison avec Eisenhower et encore moins avec le SHAPE.

Foch prenait directement contact, personnellement, avec ces commandants en chef subordonnés, en règle générale de façon individuelle, très rarement par des conférences au sommet. Durant les huit mois d'opérations intenses que son commandement a connus, Foch n'a tenu en tout et pour tout que deux conférences interalliées: la première, en juillet, pour commenter sa directive de reprise des opérations offensives et donner ses orientations en matière de planification; la seconde, tout début novembre, pour finaliser le projet des conditions d'armistice à imposer à l'Allemagne défaite.

S'agissant de ses contacts avec ses «homologues» nationaux, Foch, connu pour son caractère entier et tranchant, ne s'est jamais départi d'une courtoisie parfaite, respectant toujours leurs intérêts nationaux respectifs. Il n'y a que vis-à-vis de Pétain qu'il se soit montré particulièrement directif. Chaque commandant en chef conservait en effet la possibilité d'en appeler à un arbitrage de son gouvernement s'il se considérait «lésé» par une décision du commandant en chef des armées alliées. Foch n'a eu aucun mal à convaincre Clemenceau d'ôter ce «droit de recours» à Pétain en juin, à une époque où leurs conceptions divergeaient totalement, Pétain voulant raccourcir son front pour se reconstituer des réserves, Foch, beaucoup moins alarmé devant l'ampleur de la progression allemande, planifiant une contre attaque[1].

Sachant qu'il n'obtiendrait aucun résultat par une forme directive de commandement, Foch a toujours agi en souplesse. On lui prête d'ailleurs l'aphorisme, en fait de Sarraïl à Salonique, selon lequel «il admirait beaucoup moins Napoléon depuis qu'il avait commandé une coalition». C'est ainsi que Foch, en tant que commandant suprême interallié en 1918, a toujours prôné la persuasion comme méthode unique de commandement, ce qui, il est vrai, cadrerait difficilement avec son caractère!

«Le commandement unique, surtout quand il doit s'exercer sur des chefs d'une autre nation, d'une autre race, ne peut pas s'imposer par un décret. Le seul qui l'impose, c'est l'homme chargé de l'exercer agissant, par son ascendant, sur ceux avec qui il doit collaborer (...) Mon idée revient en somme à ceci: quand le commandement s'exerce sur des armées alliées, des ordres secs, impératifs, catégoriques ne produiraient aucun résultat. Il faut que celui qui les donne sache les faire accepter pleinement par celui à qui il s'adresse, qu'il obtienne sa confiance, son adhésion. Il n'existe pas pour lui d'autre manière de commander (...). Quand les armées se battent ensemble, il est absolument impossible de réaliser l'unité de commandement autrement que par cette influence morale. En d'autres termes, ce n'est pas la contrainte qui agit, mais uniquement la persuasion.

À quoi sert-il en effet de donner des ordres lorsque, pour toutes sortes de raisons matérielles et morales, ils ne peuvent pas être exécutés? Il faut prendre les hommes, surtout les étrangers, comme ils sont et non pas comme nous voudrions qu'ils fussent[2]».

Les relations qu'il a entretenues avec Pershing et Pétain sont significatives de son style de commandement «interallié». Avec le premier, un commandant un chef étranger, Foch y mettait toutes les formes, tandis que vis-à-vis de Pétain, général français, il le considérait comme un subordonné: lors de la mise sur pied des grandes unités américaines, Pershing voulait qu'elle fussent réunies en une armée nationale dont il assurerait le commandement, prétention légitime; tandis que Pétain, confronté à une grave crise des effectifs français, envisageait que les grandes unités américaines puissent être réparties au sein des armées françaises, ce qui, en outre, présentait l'avantage de rôder leurs états majors, encore peu expérimentés. Foch arbitre en faveur de Pershing au nom de la solidarité interalliée. De même, en automne, alors que l'offensive américaine en Argonne piétine et démontre l'inexpérience de la jeune armée américaine par l'incompétence de ses états-majors, Clemenceau, constatant ces échecs, presse Foch d'obtenir la relève de Pershing, ce qui aurait été, à coup sûr, source d'une grave crise interalliée. Foch s'y oppose avec vigueur et stoppe même l'offensive de Gouraud sur son flanc gauche, qui ne sera relancée que lorsque l'armée américaine sera remise en ordre. Cette mansuétude de Foch vis-à-vis de Pershing indisposa particulièrement Clemenceau, et les relations entre les deux Français s'en ressentirent.

A contrario, avec Pétain, les relations seront celles d'un chef à un subordonné: en juin, observant que le commandant en chef français n'est pas enclin à préparer les contre-attaques qu'il projette, mais même envisage de raccourcir son front[3], Foch rapproche son PC de Provins où siège celui de Pétain, et chaque matin durant trois semaines, Weygand se rend au GQG français vérifier que son homologue, le major général des armées françaises, se plie bien aux ordres de Foch[4]. Par ailleurs, considérant que le Général Anthoine, major général, est l'âme damnée de Pétain qui l'entretient dans son pessimisme, Foch en obtient la relève et son remplacement par Buat, plus acquis à ses conceptions. Ces frictions et ce commandement «rênes courtes» du GQG français par Foch seront à la source des relations tendues qu'entretiendront après la guerre les «maisons» Foch et Pétain.

Le 18 juillet, tandis que Pétain a décommandé une nouvelle offensive Mangin pour utiliser cette armée à colmater la brèche créée par Ludendorff au sud de la Marne, en une heure, Foch annule l'ordre du G.Q.G. français, confirme l'action de Mangin et actionne lui même directement Fayolle, commandant le G.A.R.[5].

Foch et l'apparition de l'art opératif

Au-delà de cet aspect formel du commandement interallié de Foch, son grand apport fut le recours à l'art opératif qu'il appliqua certainement «en marchant» et qui ne fut codifié formellement que par la suite, notamment par la pensée militaire soviétique.

En effet, les chefs militaires, de l'Entente ou Allemands, se trouvaient bloqués au plan stratégique par l'impasse tactique, imposée par le feu, qui interdisait toute action de rupture du front adverse, préalable indispensable à la reprise de la guerre de mouvement avec des objectifs à portée stratégique.

Du côté allemand, Ludendorff avait échoué en lançant des offensives tactiques (Picardie, Chemin des Dames, Champagne) qu'il avait poussées jusqu'à leurs limites extrêmes, mais

sans jamais parvenir à juguler le jeu des réserves adverses, qui sont toujours parvenues à colmater les brèches réalisées, parfois même à contre-attaquer.

Constatant cette contrainte, de façon très pragmatique, Foch décida, non pas de tenter de percer le front allemand, mais, dans un premier temps, de l'ébranler, par des attaques à portée limitée, se relayant les unes les autres, ce qui rendait caduc le jeu des quelques réserves qui restaient encore aux Allemands. Mais, surtout, ces attaques affaiblissaient le front allemand, attaqué partout dans des délais très brefs. Dans un deuxième temps, une fois le front allemand ainsi mis en déséquilibre, Foch lança son offensive générale, attaquant partout et simultanément le dispositif ennemi, qui ne pourrait que reculer, lâchant ainsi l'une après l'autre ses rocade ferrées qui soutenaient ses lignes de communication. Ce faisant, les Allemands seraient rapidement placés devant le choix, soit de capituler, soit de se replier sur le Reich avec un risque chaque jour plus grand d'effondrement complet de leur front. On sait avec quel succès le gouvernement né de la révolution allemande choisit la première solution en masquant, par une remarquable opération de communication, le réel désastre militaire par la légende du «coup de poignard» dans le dos[6].

Pourquoi évoquer à ce sujet le terme d'art opératif? Parce que Foch s'est extrait du niveau tactique, confié aux armées nationales. Ainsi, en tant que commandant en chef interallié, Foch situait toujours sa réflexion et ses conceptions au niveau global du théâtre, sans entrer dans les aspects particuliers tactiques de tel ou tel secteur du front. C'est cette perception «par le haut» du théâtre qui a fourni la cohérence d'ensemble à toutes les attaques conçues et lancées par Foch. Mais il n'atteignait pas pour autant le niveau stratégique – lequel a d'ailleurs toujours fait défaut dans la conduite de la guerre – qui, lui, aurait visé à faire jouer en cohérence et complémentarité les différents théâtres: le front occidental incluant le théâtre italien, et les armées d'Orient sur le théâtre macédonien[7].

À propos du rôle joué par Foch et de sa place dans la conduite des opérations, Fayolle disait à fort juste titre: «Foch me donne les ordres, Pétain me fournit les moyens, et moi, je mets en œuvre»[8].

Ceci écrit, force est de constater que le niveau interarmées, consubstantiel à l'art opératif, échappait à Foch: le Flying Corps britannique, au même titre que la division aérienne française, est demeuré subordonné à son GQG national. Foch n'a d'ailleurs jamais émis la moindre intention de faire remonter leur commandement à son niveau.

Que retenir de cette première expérience de commandement interallié?

L'enseignement majeur réside dans le respect des intérêts nationaux. Même si Foch ne disposait pas d'un état-major multinational, il a toujours placé ces intérêts au premier chef de ses préoccupations, dussent-ils aller à l'encontre des impératifs opérationnels immédiats. Cette constatation se retrouvera exactement dans les mêmes termes moins de vingt ans plus tard lorsqu'Eisenhower commandera les forces alliées en Europe. Pour les mêmes raisons, Bradley s'estimera toujours lésé par rapport à Montgomery, notamment lorsque les priorités logistiques de la coalition alliée lui seront attribuées pour une opération à haut risque, Marketgarden, qui se soldera par un cuisant échec à Arnhem. Alors qu'aujourd'hui, au sein de toute coalition multinationale, l'imprégnation des intérêts

nationaux a tendance à s'estomper face au leadership de la nation dominante qui impose ses buts, son organisation et ses modes de fonctionnement.

Quant au recours à l'art opératif, appliqué par lui de façon fort empirique, il faut le reconnaître, Foch en a été l'initiateur. Certes, il n'a pas exercé de responsabilités interarmées au sens où on l'entend de nos jours. Encore faut-il ne pas perdre de vue qu'à l'époque l'aéronautique militaire ne constituait pas une armée en tant que telle, même si elle évoluait dans un autre milieu que le cadre terrestre, mais qu'elle demeurait subordonnée au commandement terrestre.

Concernant l'art opératif, il sera repris et codifié formellement par le commandement soviétique avant d'être mis en œuvre par l'armée Rouge dans les phases successives de reconquête de son territoire, de la Pologne et de la partie orientale du Reich entre 1943 et 1945.

Ainsi, tant dans le niveau de commandement qui releva de sa responsabilité que dans la forme qu'il prit pour l'exercer en 1918, Foch fut un précurseur de ce qui fut joué en termes d'organisation du commandement lors du conflit suivant, même si les circonstances, donc les formes, furent radicalement différentes d'un conflit à l'autre.

Saint Cyrien de la promotion «Maréchal de Turenne», Le Lieutenant-colonel Claude FRANC sert dans des formations du corps blindé mécanisé avant de rejoindre la 102^{ème} promotion de l'Ecole Supérieure de Guerre. Il alterne affectations en état-major, en corps de troupe et en école. Chef du bureau Études opérationnelles du Commandement de la force logistique terrestre avant de rejoindre l'enseignement militaire supérieur comme instructeur. Actuellement en service au centre de doctrine et d'enseignement du commandement.

Chercheur associé à la division Terre du service historique de la défense, il publie des articles d'histoire militaire dans les Cahiers du CESAT, la revue Doctrine et dans le bulletin de l'ANOR/Arme Blindée Cavalerie.

[1] Celle-ci sera conduite avec succès par Mangin le 11 juin.

[2] Dans Recouly. «Le mémorial de Foch». Paris. Les éditions de France 1929. 343 pages. Pages 15 à 24.

[3] Le 4 juin, Pétain remet à Foch une note personnelle préconisant un raccourcissement du front par un repli au nord sur la Somme et l'abandon à l'est de la Lorraine. Foch n'y donne aucune suite, dénonce cette manœuvre auprès du gouvernement français et ordonne la contre-attaque Mangin.

[4] Ceci n'arrangera pas les relations entre Pétain et Weygand qui seront particulièrement détestables en 1934 quand le premier sera ministre de la Guerre et Weygand généralissime désigné.

[5] Groupe d'armées de réserve dont dépend Mangin. Voir Fayolle, «Carnets secrets de la Grande Guerre», Paris, Plon, 1964.

[6] Le socialiste Ebert accueillit les unités allemandes retraits et ralliant le Reich fin novembre par ces mots: «Je salue une armée invaincue!»

[7] C'est d'ailleurs cette absence de niveau stratégique politico-militaire qui permit à Londres de négocier et de signer l'armistice avec la Porte ottomane, sans mettre Franchet d'Espèrey dans la «boucle».

[8] Fayolle, op. cit.

Auteur(s) : Colonel (r) Claude FRANC

Date de parution 10/04/2018
